

Appel à communications - Production de la ville, production dans la ville

Notion à la croisée de nombreuses disciplines des sciences sociales, la ville n'est ni un objet donné, évident, ni un simple contexte. Si « l'espace n'est pas produit comme un kilo de sucre » (Lefebvre, 2005, cité par Adam, 2019), il est produit par un ensemble d'acteurs d'une grande diversité qui interagissent à différentes échelles. Cette production revêt des aspects à la fois matériels et symboliques : la ville résulte de dynamiques économiques, sociales et politiques qui façonnent le paysage bâti, les normes et les représentations dont elle est l'objet. Au-delà des modalités de ce qui est aussi qualifié de fabrique urbaine, la notion de "production" invite à considérer les rapports sociaux que la ville produit. La ville, en tant que réalité matérielle et sociale, influence en retour les phénomènes sociaux qui y prennent place. Étudier ce que produit la ville invite donc à considérer la dimension spatiale des faits sociaux. Que ce soit du point de vue des activités économiques ou politiques, l'urbain, par sa densité et sa diversité, peut être considéré comme un facteur de production. Seront ainsi bienvenues les contributions qui interrogent les processus et mécanismes de production de la ville, tant matériels que symboliques, l'influence de la ville sur la production des rapports sociaux et des inégalités, ainsi que les différentes facettes de la production en ville. Si nous utilisons dans cet appel la notion "ville" et si nous centrons sur les espaces urbains, nous invitons également plus largement des propositions touchant aux espaces ruraux ou périurbains.

Axe 1 : Qui produit la ville et comment ?

La production matérielle de la ville renvoie à la création de l'espace bâti et non bâti, selon des modalités de financements et de gestion variées. Elle s'opère selon des normes portées par des acteurs de nature différente et à de multiples échelles. Cet axe invite à s'interroger sur les acteurs, les processus et les normes qui contribuent à produire la ville. Il s'agit de réfléchir aux modalités concrètes de production de la ville (financements, gouvernement par projet, partenariat public-privé etc.), en s'intéressant à la fois aux acteurs institutionnels publics (élus ou agents locaux et nationaux, État, mairies, préfectures, communautés d'agglomération etc.), aux acteurs privés de la construction de la ville (cabinets d'architectes, promoteurs, aménageurs, bureaux d'étude spécialisés etc.), et plus largement à l'ensemble de celles et ceux qui produisent l'espace, des collectifs d'habitants aux associations de commerçants, aux collectifs militants, etc. En ce sens, cet axe invite à éclairer en quoi le processus de production de la ville est relationnel et conflictuel, résultant de l'interaction entre divers acteurs, groupes sociaux, et intermédiaires multiples.

Des contributions sur ces différents acteurs et leurs relations seront donc les bienvenues. Il pourra ainsi être intéressant d'étudier les interactions - et leurs recompositions (Arab et al., 2022) entre ces différents acteurs dans la fabrique urbaine, du local au transnational. Au-delà des acteurs traditionnels de la production de la ville, cet appel à contribution invite donc à s'intéresser aux actions et mobilisations d'autres groupes sociaux qui contribuent à forger la ville. L'étude des rapports sociaux pourra ainsi donner à voir des processus différents d'appropriation de l'espace urbain par les classes moyennes et supérieures (Tissot, 2011 ; Collet, 2010 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 1994). L'espace urbain est une ressource pour développer des stratégies de reproduction sociale, que ce soit, par

exemple, dans l'espace résidentiel (Bozouls, 2019) ou à l'école (Oberti, 2005), ce qu'il pourra être pertinent de questionner. Au travers de ces pratiques d'entre soi, les classes supérieures sont en capacité d'utiliser l'espace pour créer des frontières urbaines, non pas figées mais labiles, car soumises à une confrontation avec d'autres groupes sociaux (Elguezabal, 2015). De plus, les processus de production de l'espace traduisent et illustrent un jugement des usages légitimes et illégitimes de la ville (Koepke et Noûs, 2020). En ce sens, la production de la ville cristallise des rapports sociaux de classe dans l'espace et ce y compris au sein des classes moyennes et des fractions stabilisées des classes populaires (Cartier *et al*, 2008).

Ces espaces urbains ne sont pas dénués de luttes et de conflits sur lesquels il pourra ainsi être intéressant de s'attarder, comme ont pu le faire les travaux sur les "luttes urbaines", mobilisations d'habitant·es des quartiers populaires contre des projets urbains (Cossart, Talpin, 2015 ; Adam et al., 2023). Cet appel à contribution invite également à questionner et analyser la participation d'autres groupes sociaux comme les commerçant·es, par différents biais : collectifs d'habitant·es mobilisés dans ou en dehors des dispositifs de concertation, associations recourant à des experts pour faire valoir leur cause, etc.

Si l'on considère des acteurs plus institutionnels, les normes de production de la ville semblent produites de nouveau par une interaction entre différents acteurs, publics et privés, à l'échelle urbaine. La notion de ville entrepreneuriale, développée par David Harvey (1989), vise à théoriser les normes de production urbaine dont les objectifs sont le soutien à l'investissement privé, l'attraction de capitaux, et la focalisation sur des lieux emblématiques au détriment d'une politique urbaine redistributive (Pinson, 2020 ; Guironnet, 2022). On pourra ainsi envisager des analyses de normes prescriptives qui découlent de finalités néolibérales, comme le développement des fonctions économiques de pointe ou encore la promotion de la consommation ou du secteur culturel en ville (Rousseau, 2011). Dans ce cadre, comment l'irruption d'acteurs et de logiques nouvelles contribuent-elles à transformer les normes de production de la ville ? Par quels canaux se déploient et se diffusent-elles ? Dans ce processus, quel rôle pour la puissance publique, entre soutien, contrainte et incitation (Devisme et al., 2007) ? Ces normes de production renvoient à une réalité matérielle, constituée notamment d'immobilier résidentiel, tertiaire et commercial, mais elles charrient également des représentations prescriptives sur l'image de la ville. Des nouveaux mots d'ordre émergent et orientent l'action publique urbaine, notamment l'injonction à la mobilité, à la durabilité, et la focalisation sur la sécurité (Reigner et al., 2013), ou par l'invention de récits territoriaux comme celui de ville créative (Florida, 2002). Des contributions pourront donc interroger la performativité de ces différents récits de l'action publique (Fijalkow, 2017). Dans ce contexte, il semble intéressant d'étudier comment les modèles de politiques urbaines circulent à l'échelle internationale et infranationale et se diffusent (Béal et al., 2016), par exemple par le biais des réseaux de villes, des organisations internationales ou d'autres canaux plus informels.

Questionner la manière dont on produit la ville invite également à s'interroger sur les ressources nécessaires à sa production. En effet, les modalités de financement se sont modifiées ces dernières décennies, avec notamment une raréfaction des financements publics et la valorisation des partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Néanmoins, la financiarisation des villes est une problématique ancienne (Bonneval et Robert, 2019). Si son caractère contemporain est à nuancer, certains auteurs et autrices ont néanmoins mis en avant l'évolution de cette financiarisation et observent sa forte mondialisation depuis la fin des années 1990 (Bidou-Zachariassen et al., 2018). Au-delà des logiques de marché, il s'agit aussi d'interroger le rôle des politiques publiques dans ces transformations. Quelles conséquences a cette financiarisation des villes sur la production de biens et sur l'aménagement urbain

lui-même ? Dans quelle mesure son internationalisation modifie-t-elle les acteurs impliqués dans la production de la ville et leurs prérogatives respectives ? Observe-t-on des phénomènes de résistance ou de détournement ? La financiarisation touche également le foncier, malgré des tentatives de régulation par les pouvoirs publics (Guelton, 2018; Adisson, 2020). La destruction de la ville apparaît alors comme une possible ressource foncière et financière. Par ailleurs, la question de la destruction de la ville pourra également être abordée comme outil politique, ne répondant pas nécessairement à des logiques de marché (Barbier, 2019). En plus des ressources financières et foncières, des contributions pourront aussi interroger la question des matériaux pour bâtir en ville et leur durabilité environnementale.

Axe 2 : Ce que produit la ville

Le deuxième axe de cet appel à communication invite à questionner ce que la ville et l'espace induisent aux rapports sociaux qui s'y jouent. De nombreux travaux ont démontré que l'espace - et notamment l'espace urbain - est au centre des mécanismes de domination (Ginrac et Giroud, 2014 ; Cottineau et Vallée, 2022). Carrefour où se croisent de nombreux groupes sociaux, les espaces centraux des villes sont ceux où les inégalités et les mécanismes socio-économiques de domination sont, de manière paradoxale, à la fois les plus exacerbés, et les plus invisibilisés. Par la proximité dans l'espace qu'elle induit, la ville a un rôle structurant dans la production et l'actualisation des rapports sociaux de domination. Depuis les années 1970, la sociologie urbaine a tenté d'éclairer l'articulation entre proximité spatiale et distance sociale (Chamboredon et Lemaire, 1970) dans le logement, mais aussi dans l'espace public ou à l'école. La question de la valeur foncière des espaces urbains, et notamment de la polarisation entre des espaces valorisés et dévalorisés, montre également que la ville joue un rôle spécifique dans les rapports entre les groupes sociaux qui résident ou s'approprient ces espaces. Entre exacerbation et atténuation, transformations et permanences, enquêter dans l'espace urbain permet d'approcher les inégalités sociales.

Plus encore, le terrain urbain est également pertinent pour initier des réflexions relatives aux mécanismes et rapports de pouvoir qui s'y jouent. Plusieurs champs des *subalternes studies* tels que les études postcoloniales, intersectionnelles, féministes et les *queer studies* permettent d'analyser les imbrications des rapports de pouvoir et des inégalités dans les mondes urbains. Ces travaux soulignent les "asymétries structurelles fondées sur l'exploitation et l'oppression" qui se jouent dans ces espaces, ainsi que leurs ressorts (Behzadi et Direnberger, 2022 : 57). Des contributions portant sur l'espace public urbain pourraient également apporter des éléments empiriques sur la construction de certains groupes sociaux comme "indésirables", car soumis à des contrôles sociaux formels ou informels. Ces dernières années, le contexte social a parfois rendu plus visibles certains "invisibles" qu'il s'agisse des révoltes urbaines des quartiers populaires ou du mouvement social des Gilets Jaunes. Ce dernier a par exemple mis en lumière les difficultés financières et les revendications politiques d'une partie des classes populaires et des classes moyennes précarisées - et notamment celles qui résident dans les espaces périurbains.

Les groupes sociaux dominés peuvent également faire des espaces urbains tant une ressource que des lieux de résistance populaire. La ville peut être un terrain propice pour observer les dynamiques "par le bas" façonnées par ces populations dominées et marginalisées. Dans la lignée des travaux du Collectif Rosa Bonheur, des contributions

pourraient apporter des éléments empiriques relatifs aux pratiques de subsistance, aux formes d'économie morale populaire et à la production de centralités populaires (Collectif Rosa Bonheur, 2019), afin de comprendre comment les formes de travail invisibilisées contribuent à la production des espaces urbains (Calderon, 2021).

Axe 3 : Ce que l'on produit en ville

Si la ville produit des effets sur celles et ceux qui la fréquentent, elle est aussi un espace de production de biens matériels et immatériels (services, produits financiers, culture, collectif...). De nombreux questionnements émergent alors quant à ce qu'on fabrique dans l'espace urbain, aux manières dont on produit - notamment dans un contexte d'accélération des rythmes de production et de changement climatique. Lieux où sont nées les premières industries, les villes occidentales ont connu au XXe siècle des dynamiques de désindustrialisation dans le cadre du redéploiement géographique du capitalisme mondialisé (Harvey, 1989), questionnant ainsi la nature des activités économiques en ville et la transition vers une économie de la connaissance. La question de l'économie ordinaire des métropoles a été depuis actualisée, notamment au cours de la crise sanitaire du Covid-19, qui a eu pour effet de médiatiser et placer au centre du débat, les "travailleur·ses essentiel·les" (Gilbert, 2020 ; Halbert et Raimbault, 2022), qui occupent des positions subalternes et appartiennent aux classes populaires contemporaines. C'est d'ailleurs dans ce contexte que semble émerger et se diffuser la notion de "ville productive", tant dans les pratiques opérationnelles de l'urbain que dans les réflexions scientifiques, sans que les acteurs ne s'accordent sur une définition formelle. De quoi la "ville productive" est-elle aujourd'hui le nom ? Quels en sont les espaces, les acteurs, les bénéficiaires, les manifestations (traductions opérationnelles, méthodes, effets directs et indirects...) et les controverses soulevées ? Comment transforme-t-elle et/ou révèle-t-elle nos modes de faire la ville et/ou société (dans leur continuité aussi bien que dans leurs mutations) ? Le dernier axe de cet appel invite à une réflexion sur la production de biens, services et idées au sein des espaces urbains (Pecqueur, 2006), et sur les effets de proximité que permet la ville. La production économique influence en retour les structures socio-spatiales contemporaines et l'imbrication des enjeux de production avec d'autres enjeux actuels, tels l'attractivité des espaces, la recherche d'une meilleure qualité de vie ou encore la limitation des ressources naturelles. Les nouvelles figures du travail et les mutations des modalités de production économiques, entre nouvelles formes centralisées et périphérisation d'activités économiques traditionnelles (Calderon, 2021), invitent à questionner l'évolution du lien capital-travail et espaces-travail. Le développement du capitalisme de plateforme (Abdelnour et Bernard, 2018) a par exemple contraint à repenser l'analyse de l'organisation du travail autant que l'approche spatiale des activités économiques par l'évolution des usages des mobilités et de l'espace public.

Dans la lignée des travaux sur la décroissance, cet appel invite également à questionner la recherche de production constante au sein du tissu urbain comme nouvel idéal et encourage le développement d'approches socio-historiques. À titre d'exemple, ce pourrait être l'occasion de présenter des travaux en lien avec les mutations socio-économiques à l'œuvre dans les villes industrielles (Collet, 2010) ; les dynamiques de délocalisation/relocalisation d'activités productives et industrielles productives et industrielles dans les espaces urbains ; mais aussi les enjeux soulevés par les "nouvelles" activités

économiques telles que l'agriculture urbaine (Paddeu, 2021) ; ou encore les questionnements induits par la marchandisation croissante et la mutation des usages au sein des projets urbains, que ce soit par exemple par la promotion des lieux "instagrammables" et du street art (Olive-Alvarez, 2022), l'imbrication des sphères publiques/privées via l'essor du télétravail (Aguilera et al., 2016) ou bien le développement de nouveaux lieux de travail hybrides, tels les tiers-lieux et les espaces de co-working. La ville pourra alors être envisagée comme une ressource en tant que telle au service de la production, qu'il s'agira également de questionner.

Conditions de dépôt et calendrier

Date : 11 décembre 2023

Lieu : Université de Nantes, campus du Tertre, chemin de la Censive du Tertre, 44300 Nantes

Il sera attendu, pour la soumission des propositions de communication : un résumé de 3500 signes maximum, espaces compris (soit une page environ), précisant la problématique, le cas d'étude, le positionnement théorique et la méthodologie employée, accompagné d'une courte bibliographie.

- Lancement de l'appel à communication : 11 juillet 2023
- Date limite de soumission des propositions (3500 signes maximum) : 22 septembre 2023
- Réponse du comité scientifique et sélection des communications retenues : 13 octobre 2023
- Envoi des textes des communications (entre 15 000 et 20 000 signes) : 17 novembre 2023
- Atelier doctoral : lundi 11 décembre 2023

Les propositions et les textes des communications, en cas d'acceptation, doivent être transmis sur la plateforme SciencesConf de l'atelier :

<https://adproductionville23.sciencesconf.org/>

Pour toute question, veuillez nous contacter à l'adresse suivante :
atelierdoctorantsrt9@gmail.com

Comité d'organisation

Claire Burban (Université de Nantes, ESO)

Benoît Frel-Cazenave (Université de Tours, CITERES et Géographie-Cités)

Solal Lambert-Aouizerat (ENSA Nantes, AAU-CRENAU)

Lise Patron (ENSA Nantes, AAU-CRENAU)

Audrey Safa (Université de Lille, CERAPS)

Comité scientifique

Matthieu ADAM (EVS, UMR 5600, Université de Lyon)
Félix ADISSON (LATTS, UMR 8134, Université Gustave Eiffel)
Nadia ARAB (Lab'URBA, EA 7374, Université Gustave Eiffel)
Clément BARBIER (LARSH, Université de Lille)
Vincent BÉAL (SAGE, UMR 7363, Université de Strasbourg)
Loïc BONNEVAL (CMW, UMR 5283, Université Lyon 2)
Anaïs COLLET (SAGE, UMR 7363, Université de Strasbourg)
Laurent DEVISME (CRENAU, UMR 1563, Université de Nantes)
Marie-Pierre LEFEUVRE (CITERES, UMR 7324, Université de Tours)
Yoan MIOT (LATTS, UMR 8134, Université Gustave Eiffel)
Gilles PINSON (Centre Emile Durkheim, UMR 5116, Université de Bordeaux)
Nicolas RAIMBAULT (ESO, UMR 6595, Université de Nantes)
Sylvie TISSOT (CRESSPA-CSU, UMR 7217, Université Paris 8)
Cécile VIGNAL (CLERSÉ, UMR 8019, Université de Lille)

Références mobilisées

Abdelnour, Sarah ; Bernard, Sophie (2018), « Vers un capitalisme de plateforme ? Mobiliser le travail, contourner les régulations », *La nouvelle revue du travail*, n°13.

Adam, Matthieu (2019), « Notion en débat : production de l'espace », *Géococonfluences*.

Adam, Matthieu ; Ernwein, Marion ; Paddeu, Flaminia ; Amandine, Mélanie ; Arnoux, Claire ; Parreaux, Marie-Hélène (2023), « « Et les jardins ils sont à qui ? » Entretien sur les luttes de défense des jardins populaires », *Métropoles*, n° 32.

Adisson, Félix (2020), « La vente de l'immobilier public italien par des fonds d'investissement. Des politiques d'austérité à la financiarisation de l'État », *Métropolitiques*.

Aguilera, Anne ; Lethiais, Virginie ; Rallet, Alain ; Proulhac, Laurent (2016), « Le télétravail, un objet sans désir ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. Février, n° 1, p. 245-266.

Arab, Nadia ; Bonnefond, Mathieu ; Dris, Yasmina ; Lefeuvre, Marie-Pierre ; Miot, Yoan (2022), « 14. La production de la ville au prisme de ses acteurs et de leurs activités : des recompositions à explorer », in Adisson F., Barles S., Blanc N., Coutard O., Frouillou L., Rassat F. (dirs.), *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions (Hors collection), p. 293-311.

Barbier, Clément (2019), « Détruire pour mieux reconstruire ? Sociogenèse de la friche de l'Union dans l'agglomération de Lille (1990-2006) », *Genèses*, vol. 117, n° 4, p. 26-48.

Béal, Vincent ; Epstein, Renaud ; Pinson, Gilles (2015), « La circulation croisée. Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, n° 3, p. 103-127.

- Behzadi, Negar Élodie ; Direnberger, Lucia (2022), « Inégalités sociospatiales et imbrications des rapports de pouvoir », in *Les inégalités dans l'espace géographique*, ISTE Group, p. 57-91.
- Bonneval, Loïc ; Robert, François (2019), *De la rente immobilière à la finance: la Société de la rue Impériale (Lyon 1854-2004)*, ENS Éditions (Sociétés, espaces, temps).
- Bozouls, Lorraine (2019). « « Et si le luxe c'était l'espace ? ». Le rôle de l'espace du logement dans la socialisation des classes supérieures du pôle privé », *Sociétés contemporaines*, vol. 115, n°3, p. 151-179.
- Bidou-Zachariassen, Catherine ; Dubois, Jérôme (2018), « Éditorial », *Espaces et sociétés*, vol. 174, n° 3, p. 7-15.
- Cartier, Marie ; Coutant, Isabelle ; Masclet, Olivier ; Siblot, Yasmine (2008), *La France des "petits-moyens" Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Calderon, José-Angel (2021), « Les périphéries et la part du travail dans la production de l'espace », *Les mondes du travail*, n°27, p. 19-31.
- Chamboredon, Jean-Claude ; Lemaire, Madeleine (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n°11, p. 3-33.
- Collectif Rosa Bonheur (2019), *La ville vue d'en bas: travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Collet, Anaïs (2010), *Génération de classes moyennes et travail de gentrification : changement social et changement urbain dans le Bas Montreuil et à la Croix-Rousse, 1975-2005*. Thèse de doctorat, Université Lyon 2.
- Cottineau, Clémentine; Vallée, Julie (2022), *Les inégalités dans l'espace géographique*, Londres, Iste éditions (Géographie et démographie géographique des inégalités).
- Cossart, Paula ; Talpin, Julien (2015), *Lutte urbaine: participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant (Sociopo).
- Devisme, Laurent; Dumont, Marc et Roy, Élise (2007), « Le jeu des « bonnes pratiques » dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale », *Espaces et sociétés*, vol. 131, no. 4, pp. 15-31.
- Elguezabal, Eleonora (2015), *Frontières urbaines. Les mondes sociaux des copropriétés fermées*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Fijalkow, Yankel (dir.) (2017), *Dire la ville c'est faire la ville : La performativité des discours sur l'espace urbain*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Environnement et société).
- Florida, Richard L. (2012), *The rise of the creative class, revisited*, New York, Basic Books.
- Gilbert, Pierre (2020), « Le Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », *Métropolitiques*.
- Gintrac, Cécile ; Giroud, Matthieu (2014), *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires (Penser-croiser).
- Guelton, Sonia (2018), « La financiarisation du foncier : une contrainte pour la construction de logements ? », *Espaces et sociétés*, vol. 174, n° 3, p. 35-54.

Guironnet, Antoine (2022), *Au marché des métropoles : enquête sur le pouvoir urbain de la finance*, Ronchin, éditions Les étaques.

Halbert, Ludovic; Raimbault, Nicolas (2022), « Dans l'envers des métropoles. Économie ordinaire, classes populaires invisibles et renforcement des inégalités ». In « Les invisibles », *Cahiers de la Métropole bordelaise*, n°21, pp. 35-38.

Harvey, David (1989), « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, vol. 71, n° 1, p. 3-17

Koepke, Melora; Anonyme; Noûs, Camille (2020) « Indésirables ». In Adam, M. Comby, E. (dir.) *Le capital dans la cité, une encyclopédie critique de la ville*.

Oberti, Marco (2005) « Différenciation sociale et scolaire du territoire : inégalités et configurations locales », *Sociétés contemporaines*, vol. n° 59-60, n°3-4, 2005, p. 13-42.

Olive-Alvarez, Anton (2022), « De l'art pour changer la rue ? Étude du rôle de la norme de gentrification dans la construction de projets de street art à Bruxelles et Marseille », *Métropoles*, n°31.

Paddeu, Flaminia (2021), *Sous les pavés la terre: agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Paris, Éditions du Seuil (Anthropocène).

Pecqueur, Bernard (2006), « De la ville qui consomme à la ville qui produit. La reterritorialisation des fonctions économiques de l'urbain », *Les Annales de la Recherche Urbaine : Economies, connaissances, territoires*, n°101, p. 6-13.

Pinçon, Michel ; Pinçon-Charlot, Monique (1994), « Propriété individuelle et gestion collective. Les lotissements chics », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°65, p. 35-46

Pinson Gilles (2020), *La ville néolibérale*, Paris, PUF.

Reigner, Hélène ; Scherrer Franck (2013), *Nouvelles idéologies urbaines : dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Espace et territoires).

Rousseau, Max (2011), *Vendre la ville (post)industrielle : Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010)*, Thèse de doctorat, Saint-Etienne.

Tissot, Sylvie (2011), *De bons voisins: enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir (Cours et travaux).